

- 24° Galloway ;
- 25° Highland écossaise (Highlander) ;
- 26° Heckrund ;
- 27° Kerry, Dexter ;
- 28° Wagyu.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 15 juin 2015 fixant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune, pour ce qui concerne les modalités de la prime pour le maintien de l'élevage spécialisé de vaches allaitantes

Bruxelles, le 15 juin 2015.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203428]

9 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, l'article 2, alinéa 4, modifié par le décret du 11 avril 2014, l'article 4, § 3, alinéa 2, remplacé par le décret du 11 avril 2014, l'article 22 et l'article 23;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 septembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 octobre 2014;

Vu l'absence d'impact sur la situation respective des femmes et des hommes;

Vu l'avis 57.199/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 mars 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Infrastructures sportives;

après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- « Ministre » : le Ministre qui a les infrastructures sportives dans ses attributions;

- « administration » : la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments - Département des infrastructures subsidiées - Direction des Infrastructures sportives;

- « décret » : le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives.

Art. 3. Les investissements visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret susceptibles d'être subventionnés sont :

1° la construction, l'extension, la rénovation et l'acquisition des infrastructures sportives suivantes :

a) les terrains de sports de plein air;

b) les bassins de natation;

c) les salles de sports;

d) les infrastructures ludiques initiant à la pratique du sport;

2° la construction, l'extension, la rénovation et l'acquisition des bâtiments indispensables à l'utilisation des infrastructures reprises au 1° :

a) les vestiaires, sanitaires et commodités y afférents;

b) les réserves à matériel;

c) les locaux techniques et administratifs;

d) les salles de réunion, de formation et de presse;

e) les locaux médico-sportifs en ce compris les locaux destinés à la mise en œuvre de la lutte anti-dopage;

f) le logement de fonctions;

g) les tribunes et les gradins;

h) l'accueil et la billetterie;

i) la cafétéria;

3° la construction, l'extension et la rénovation des abords des infrastructures visées aux 1° et 2° :

a) les accès;

b) les parkings;

c) les plantations;

d) le mobilier urbain;

e) l'éclairage;

f) les clôtures;

4° l'acquisition du premier équipement sportif, nécessaire au fonctionnement des infrastructures visées aux points 1° et 2° à l'exclusion du matériel d'entretien;

5° la réalisation d'installations techniques liées à la sécurité, à l'information et à l'accessibilité des utilisateurs;

6° la construction, l'extension, la rénovation et l'acquisition d'infrastructures spécifiques d'accueil exclusivement réservées aux sportifs de haut niveau ou à l'éducation du sportif en vue de sa formation pour atteindre le haut niveau, y compris les locaux annexes y afférents;

7° l'acquisition de l'équipement sportif nécessaire au fonctionnement et à l'exploitation d'une infrastructure sportive, qu'elle ait fait ou non l'octroi d'un subside, en ce compris le gros matériel d'entretien, à l'exception du premier équipement visé au 4°.

CHAPITRE II. — Procédure pour les petites et moyennes infrastructures sportives

Art. 4. § 1^{er}. Le dossier technique visé à l'article 7 du décret comprend les documents suivants :

1° le formulaire dont le contenu est arrêté par le Ministre, disponible sur le site internet de l'administration;

2° une note de motivation reprenant de manière détaillée :

a) les catégories d'utilisateurs, actuels et potentiels, de l'infrastructure;

b) la description des installations existantes;

c) les objectifs poursuivis tant au niveau sportif qu'au niveau des aspects techniques promouvant le développement durable, l'amélioration de la performance énergétique de l'infrastructure et, le cas échéant, les dispositions applicables au traitement de l'eau s'agissant de demandes portant sur les infrastructures à usage de piscine;

3° la fiche permettant de compléter le cadastre des infrastructures sportives.

§ 2. Dans le cas de l'acquisition d'une installation immobilière, le dossier technique comprend, outre les documents visés au paragraphe 1^{er}, les documents suivants :

1° les plans cotés;

2° la promesse de vente;

3° l'estimation du bien établie par le receveur de l'enregistrement compétent ou le Comité d'acquisition d'immeubles, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain;

4° le cas échéant, une esquisse d'avant-projet d'aménagement des biens à acquérir comprenant une première estimation des travaux;

5° pour les demandes introduites par les personnes visées à l'article 3, § 1^{er}, 1°, du décret, la délibération du demandeur approuvant l'acquisition ainsi que l'imputation budgétaire y relative.

§ 3. Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les personnes visées à l'article 3, § 1^{er}, 1°, du décret, outre les documents visés au paragraphe 1^{er}, les documents suivants :

1° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le projet des travaux, fixant le mode de passation du marché et reprenant l'inscription budgétaire y relative;

2° le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;

3° le métré estimatif des travaux ou l'inventaire estimatif de fournitures;

4° le cas échéant, l'avis de marché;

5° le permis d'urbanisme ou une attestation de l'autorité compétente précisant qu'il n'est pas requis;

6° le cas échéant, une note explicative démontrant que toutes les mesures ont été prises afin d'assurer l'accessibilité des équipements admis à la subvention aux personnes à mobilité réduite;

7° le cas échéant, une copie de la décision d'attribution du marché de services ou du contrat d'honoraires de l'auteur de projet;

8° dans le cas de projets d'animation de quartier, une note reprenant les principales caractéristiques sociales du quartier concerné ou justifiant l'éloignement du projet de toutes infrastructures sportives et de loisirs existantes;

9° l'attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est propriétaire du bien concerné ou, à défaut, qu'il dispose du droit de jouissance sur le bien concerné établi pour une période minimale et ininterrompue de vingt ans à dater de l'introduction de la demande de subvention.

§ 4. Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les associations sans but lucratif visés à l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4°, du décret, outre les documents visés au paragraphe 1^{er}, les documents suivants :

1° le programme des constructions avec description des travaux;

2° les plans cotés;

3° l'estimation détaillée des travaux ou des fournitures;

4° le permis d'urbanisme ou une attestation de l'autorité compétente précisant qu'il n'est pas requis;

5° le document établissant le droit de propriété ou le droit de jouissance sur le bien concerné établi pour une période minimale et ininterrompue de vingt ans à dater de l'introduction de la demande de subvention;

6° une copie du contrat d'honoraires de l'auteur de projet, s'il y en a un;

7° le plan de financement de l'investissement envisagé;

8° le numéro d'entreprise du groupement sportif permettant la consultation de ses statuts publiés au *Moniteur belge* et de ses modifications;

9° une attestation de la banque où le demandeur est titulaire d'un compte;

10° si le demandeur est assujéti à la T.V.A., une déclaration du contrôleur local l'établissant et indiquant dans quelle mesure il a le droit de récupérer la T.V.A. pour les travaux;

11° une attestation sur l'honneur précisant que le maître de l'ouvrage n'est pas tenu de respecter la réglementation sur les marchés publics;

12° le cas échéant, une note explicative démontrant que toutes les mesures ont été prises afin d'assurer l'accessibilité des équipements admis à la subvention aux personnes à mobilité réduite;

13° en cas d'application de l'article 4, § 3, 4°, du décret, la preuve que le groupement sportif compte plus de deux années d'existence et d'activités sportives régulières au moment de l'introduction de la demande de subvention.

§ 5. Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les associations sans but lucratif visées à l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4°, du décret et soumises à la réglementation en matière de marchés publics, outre les documents visés au paragraphe 1^{er}, les documents suivants :

- 1° le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;
- 2° le cas échéant, l'avis de marché;
- 3° le métré estimatif des travaux ou l'inventaire estimatif des fournitures;
- 4° les documents visés au paragraphe 4, 4° à 13°.

§ 6. Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les écoles visées à l'article 3, § 1^{er}, 5°, du décret et non soumises à la réglementation en matière de marchés publics, outre les documents visés au paragraphe 1^{er}, les documents suivants :

- 1° les documents repris au paragraphe 4, 1° à 12°;
- 2° la grille d'occupation des locaux sportifs établissant que les conditions reprises à l'article 4, § 3, 5°, a) et b), du décret sont remplies;
- 3° une note argumentée établissant que la condition reprise à l'article 4, § 3, 5°, c), du décret est remplie;
- 4° la preuve de l'envoi de la demande d'avis prévue par l'article 4, § 3, 5°, d), du décret.

§ 7. Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les écoles visées à l'article 3, § 1^{er}, 5°, du décret et soumises à la réglementation en matière de marchés publics, outre les documents visés au paragraphe 1^{er}, les documents suivants :

- 1° les documents repris au paragraphe 4, 4° à 12°;
- 2° les documents repris au paragraphe 5, 1° à 3°;
- 3° les documents repris au paragraphe 6, 2° à 4°.

§ 8. Dans le cas de construction d'une installation immobilière destinée à définir un espace sportif, couvert ou non, dans le cadre d'un projet d'animation de quartier accessible à tous, et repris sous la dénomination 'Sport de Rue', le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les sociétés de logement de service public visées à l'article 3, § 1^{er}, 3°, du décret, outre les documents visés au paragraphe 1^{er}, les documents suivants :

- 1° le document visé au paragraphe 3, 8°;
- 2° les documents visés au paragraphe 4, 4° à 10° et 12°;
- 3° les documents visés au paragraphe 5, 1° à 3°.

§ 9. Dans le cas de construction d'une installation immobilière destinée à définir un espace sportif, couvert ou non, dans le cadre d'un projet d'animation de quartier accessible à tous, et repris sous la dénomination 'Sport de Rue', le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les écoles visées à l'article 3, § 1^{er}, 5°, du décret, non soumises à la réglementation en matière de marchés publics, outre les documents visés au paragraphe 1^{er}, les documents suivants :

- 1° le document visé au paragraphe 3, 8°;
- 2° les documents visés au paragraphe 4, 1° à 12°.

§ 10. Dans le cas de construction d'une installation immobilière destinée à définir un espace sportif, couvert ou non, dans le cadre d'un projet d'animation de quartier accessible à tous, et repris sous la dénomination 'Sport de Rue', le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les écoles visées à l'article 3, § 1^{er}, 5°, du décret et soumises à la réglementation en matière de marchés publics, outre les documents visés au paragraphe 1^{er}, les documents suivants :

- 1° le document visé au paragraphe 3, 8°;
- 2° les documents visés au paragraphe 4, 4° à 12°;
- 3° les documents visés au paragraphe 5, 1° à 3°.

§ 11. Les documents visés aux paragraphes 1 à 6 sont joints au dossier en un exemplaire.

Les documents visés aux paragraphes 8 à 10 sont joints au dossier en deux exemplaires.

Dès réception du dossier technique complet, l'administration transmet au demandeur un accusé de réception précisant la date à laquelle le délai fixé par le décret commence à courir.

Art. 5. Le Ministre statue sur le dossier technique, quel que soit le montant de la subvention, et notifie ensuite sa décision au demandeur.

Art. 6. En cas de construction, d'extension ou de rénovation d'installations immobilières ou d'achat du premier équipement sportif, le demandeur transmet à l'administration la copie de la notification du marché et l'ordre de commencer les travaux, endéans les dix jours.

La subvention est liquidée sur la présentation, en un exemplaire, du dossier justificatif des dépenses effectuées par le demandeur.

Le dossier visé à l'alinéa 1^{er} comprend, dans le cas d'une acquisition d'une installation immobilière, une copie de l'acte authentique d'achat.

Le dossier visé à l'alinéa 1^{er} comprend, dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif :

- 1° pour les bénéficiaires soumis à la réglementation en matière de marchés publics :
 - a) la décision du maître de l'ouvrage arrêtant la liste des entreprises consultées;
 - b) le procès-verbal d'ouverture des offres;
 - c) les offres retenues;
 - d) le rapport de sélection qualitative des entreprises et d'analyse des offres;
 - e) la décision d'attribution du marché;
 - f) les états d'avancement et les factures afférentes aux travaux;
 - g) le procès-verbal de réception provisoire, lequel précise également la date de fin de travaux;

h) le décompte final approuvé par le maître de l'ouvrage;

i) le calcul du délai d'exécution et des amendes éventuelles, approuvé par le maître de l'ouvrage;

2° pour les bénéficiaires non soumis à la réglementation en matière de marchés publics : les factures détaillées et la réception provisoire justifiant la réalisation des travaux subsidiés tels que définis dans l'arrêté de subventionnement.

Art. 7. Une avance sur le montant de la subvention peut être accordée, sur présentation des factures et des états d'avancement, dès que le montant des travaux subsidiés réalisés, limité aux quantités prévues dans le projet, atteint cinquante pour cent du montant des travaux pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Une avance sur le montant de la subvention peut également être accordée dès qu'une partie du programme est parfaitement opérationnelle, sur présentation des documents visés à l'article 6, alinéa 4.

Les avances visées aux alinéas 1^{er} et 2 correspondent aux montants des travaux réalisés.

CHAPITRE III. — *Procédure pour les grandes infrastructures sportives et les infrastructures spécifiques de haut niveau*

Art. 8. Le projet d'investissement visé à l'article 11 du décret comprend les documents suivants :

1° le formulaire dont le contenu est arrêté par le Ministre, disponible sur le site internet de l'administration;

2° la note de motivation reprenant de manière détaillée :

a) les catégories d'utilisateurs, actuels et potentiels, de l'infrastructure;

b) la description des installations existantes;

c) les objectifs poursuivis tant au niveau sportif qu'au niveau des aspects techniques promouvant le développement durable, l'amélioration de la performance énergétique de l'infrastructure et, le cas échéant, les dispositions applicables au traitement de l'eau s'agissant de demandes portant sur les infrastructures à usage de piscine;

3° la fiche permettant de compléter le cadastre des infrastructures sportives.

En cas d'acquisition d'une installation immobilière, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents suivants :

1° un extrait de la délibération du demandeur contenant la décision de principe;

2° les plans cotés;

3° une esquisse d'avant-projet d'aménagement des biens à acquérir comprenant une première estimation des travaux.

En cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents suivants :

1° un extrait de la délibération du maître de l'ouvrage contenant la décision de principe;

2° le programme des constructions envisagées;

3° une première estimation des travaux ou des fournitures;

4° une esquisse d'avant-projet.

En cas de marchés de promotion, de location-vente, de crédit-bail ou de préfinancement, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents suivants :

1° le cahier spécial des charges relatif au marché de promotion et, le cas échéant, l'avis de marché;

2° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant ce cahier des charges et fixant le mode de passation du marché;

3° les plans d'exécution;

4° le métré estimatif.

En cas d'investissement pour des travaux urgents visés à l'article 16 du décret, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents visés à l'article 4, § 3, alinéa 1^{er}, 1° à 7° et 9°.

Les documents visés aux alinéas 1 à 5 sont joints au dossier d'investissement en un exemplaire.

Dès réception du dossier d'investissement complet, l'administration transmet au demandeur un accusé de réception précisant la date à laquelle le délai fixé par le décret commence à courir.

Art. 9. Le Ministre statue sur le dossier d'investissement et notifie sa décision au demandeur. Sa décision vaut accord de principe.

Art. 10. Le dossier technique visé à l'article 12 du décret comprend les documents suivants :

1° en cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif :

a) l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le projet, fixant le mode de passation du marché et reprenant l'inscription budgétaire y relative;

b) l'avis de marché;

c) le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;

d) le métré estimatif des travaux ou l'inventaire estimatif des fournitures;

e) le permis d'urbanisme ou une attestation de l'autorité compétente précisant qu'il n'est pas requis;

f) le cas échéant, le rapport du Service régional d'incendie;

g) le cas échéant, la décision d'attribution du marché de services ou le contrat d'honoraires de l'auteur de projet;

h) le cas échéant, une note explicative démontrant que toutes les mesures ont été prises afin d'assurer l'accessibilité des équipements admis à la subvention aux personnes à mobilité réduite;

i) l'attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est propriétaire du bien concerné ou, à défaut, le droit de jouissance sur le bien concerné établi pour une période minimale et ininterrompue de vingt ans à dater de l'introduction de la demande de subvention.

2° en cas de marchés de promotion, de location-vente, de crédit-bail ou de préfinancement :

a) l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage arrêtant la liste des promoteurs à consulter;

b) le procès-verbal d'ouverture des offres;

c) le rapport de sélection qualitative des entreprises et d'analyse des offres;

d) l'offre retenue;

e) l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage désignant le promoteur;

3° en cas d'acquisition d'une installation immobilière :

a) l'extrait de la délibération du demandeur approuvant l'acquisition ainsi que l'imputation budgétaire y relative;

b) la promesse de vente;

c) l'estimation du bien établie par le receveur de l'enregistrement compétent ou le Comité d'acquisition, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain;

d) le dossier d'investissement, établi conformément à l'article 8, relatif à l'aménagement des biens à acquérir.

Dès réception du dossier technique complet, l'administration délivre au demandeur un accusé de réception précisant la date à laquelle le délai fixé par le décret commence à courir.

L'administration représentée par son directeur général ou son délégué statue sur le dossier technique et notifie sa décision au demandeur dans le délai prescrit par le décret.

Art. 11. Le dossier relatif à l'attribution du marché visé à l'article 14 du décret comprend les documents suivants :

1° le procès-verbal d'ouverture des offres;

2° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage arrêtant la liste des entreprises à consulter;

3° le rapport de sélection qualitative des entreprises et d'analyse des offres;

4° les offres retenues;

5° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage désignant le ou les adjudicataires.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er}, sont joints au dossier en un exemplaire.

Le Ministre statue ensuite sur le dossier d'attribution du marché quel que soit le montant de la subvention et notifie sa décision au demandeur.

Art. 12. § 1^{er}. En cas de construction, d'extension ou de rénovation d'installations immobilières ou d'achat du premier équipement sportif, le demandeur transmet à l'administration la copie de la notification de l'attribution du marché et l'ordre de commencer les travaux, endéans les dix jours.

Une avance sur le montant de la subvention peut être accordée dès que le montant des travaux subsidiés réalisés, limité aux quantités prévues dans la soumission, atteint trente pour cent du montant des travaux admis à la subvention.

Cette avance est égale à septante pour cent de la subvention et est liquidée sur présentation, en un exemplaire, des états d'avancement dûment approuvés.

Le solde est libéré sur présentation du décompte final des travaux.

Le dossier relatif au décompte final comprend, en un exemplaire, les documents suivants :

1° les états d'avancement et le décompte final de l'entreprise;

2° le procès-verbal de réception provisoire, lequel précise également la date de fin de travaux;

3° la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le décompte final;

4° les factures;

5° le calcul des délais d'exécution et des amendes éventuelles approuvé par le maître de l'ouvrage.

§ 2. En cas d'acquisition d'une installation immobilière et pour les marchés de promotion, de location-vente, de crédit-bail ou de préfinancement, lorsque le transfert de propriété a lieu à la réception provisoire, le montant de la subvention est libéré sur production, en un exemplaire, d'une copie de l'acte authentique d'acquisition du bien et après production, le cas échéant, du dossier technique d'aménagement des biens.

§ 3. En cas d'acquisition d'une installation immobilière et pour les marchés de promotion, de location-vente, de crédit-bail ou de préfinancement, lorsque le transfert de propriété n'a pas lieu à la réception provisoire, le montant de la subvention est libéré sur production du document attestant de la date où le droit de jouissance est octroyé au bénéficiaire après la réception provisoire, et sous réserve que les documents du marché prévoient que le montant de la première échéance de paiement de ce marché corresponde, au minimum, au montant du subside octroyé.

CHAPITRE IV. — *Procédure pour l'acquisition de l'équipement sportif nécessaire au fonctionnement et à l'exploitation d'une infrastructure sportive*

Art. 13. Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 2, 4°, du décret, les bénéficiaires visés à l'article 3, § 1^{er}, 1° à 5°, du décret doivent répondre aux conditions suivantes :

1° disposer d'installations permettant de pratiquer en toute sécurité la ou les disciplines sportives concernées par la demande de subvention et disposer d'installations dans lesquelles des activités sont organisées régulièrement dans la ou les disciplines sportives concernées par la demande de subvention;

2° disposer de locaux permettant l'entreposage du matériel sportif dans de bonnes conditions de sécurité et de conservation;

3° n'utiliser le matériel sportif subventionné uniquement aux fins et dans les conditions précisées dans la demande de subvention;

4° accepter le contrôle des installations visées aux alinéas 1° et 2° et celui de l'utilisation du matériel subventionné par les fonctionnaires désignés par le Ministre.

Art. 14. § 1^{er}. Le dossier technique visé à l'article 20 bis, § 2, du décret comprend les documents suivants :

1° pour tous les demandeurs :

a) le formulaire dont le contenu est arrêté par le Ministre, disponible sur le site internet de l'administration;

b) une note de motivation établissant de manière détaillée que les conditions reprises sous l'article 13 sont rencontrées;

c) l'avis et le cachet de la fédération sportive ou de l'administration publique dont dépend directement ou indirectement le demandeur;

d) la liste détaillée du matériel objet de la demande;

2° lorsque le demandeur est soumis à la réglementation en matière de marchés publics, le dossier technique comprend, outre les documents repris sous le paragraphe 1^{er} :

a) le cahier spécial des charges;

b) l'avis de marché;

c) l'inventaire estimatif;

d) l'extrait de la délibération approuvant le projet d'acquisition, fixant le mode de passation du marché et reprenant l'inscription budgétaire y relative.

3° lorsque le demandeur n'est pas soumis à la réglementation en matière de marchés publics et que le montant de la demande est inférieur à 8.500 euros hors T.V.A, le dossier technique comprend, outre les documents repris sous le paragraphe 1^{er}, 1°, au moins une offre de prix précisant les caractéristiques techniques du matériel, son prix unitaire et le taux de T.V.A applicable.

4° lorsque le demandeur n'est pas soumis à la réglementation en matière de marchés publics et que le montant de la demande est supérieur à 8.500 euros hors T.V.A, le dossier technique comprend, outre les documents repris sous le paragraphe 1^{er}, 1°, au moins trois offres de prix précisant les caractéristiques techniques du matériel, son prix unitaire et le taux de T.V.A applicable.

§ 2. Les documents visés au paragraphe 1^{er} sont joints au dossier. Le demandeur utilise exclusivement le formulaire dont le contenu est arrêté par le Ministre, disponible sur le site internet de l'administration. Dès réception du dossier technique complet, l'administration transmet au demandeur un accusé de réception précisant la date à laquelle le délai fixé par le décret commence à courir. La subvention est calculée sur base du coût réel du matériel.

Ce montant est diminué de toute autre aide publique se rapportant au même objet.

Art. 15. Le Ministre statue sur le dossier technique quel que soit le montant de la subvention et notifie ensuite sa décision au demandeur.

Art. 16. La liquidation de la subvention est conditionnée à la transmission par le demandeur, dans le délai mentionné dans la promesse ferme, de la facture d'achat du matériel subventionné. La facture d'achat du matériel subventionné, datée et signée par le fournisseur, reprend les éléments apparaissant dans l'offre retenue et porte, en toutes lettres, la mention " certifié sincère et véritable à la somme de.. ".

Si le bénéficiaire a fait appel à plusieurs fournisseurs, toutes les factures seront fournies en un seul envoi.

Dès réception des documents, la subvention est mise en liquidation par l'administration. Le montant de la subvention est liquidé en une seule fois.

Dans le délai de trente jours qui suit le paiement de la subvention, le bénéficiaire fournit à l'administration la preuve de paiement des factures relatives au matériel subventionné.

CHAPITRE V. — *Mesures communes*

Art. 17. Les demandes de dérogation visées à l'article 23 du décret sont introduites auprès de l'administration, accompagnées des motivations particulières prouvant l'impérieuse nécessité d'entamer les travaux ou de procéder à l'acquisition sans attendre la promesse ferme de subvention, au moment du dépôt de la demande de subvention.

Le Ministre statue sur la demande quel que soit le montant de la subvention et notifie sa décision au demandeur.

Art. 18. Pour les investissements repris à l'article 3, 1°, 2° et 6°, du présent arrêté, le montant maximum subsidiable correspond au produit des surfaces utiles construites, aménagées ou acquises et d'un montant plafond unitaire fixé, pour une surface déterminée, par le Ministre, en fonction du coût normal de la construction, sans préjudice des dispositions des articles 5 et 9 du décret.

Si l'estimation du projet est inférieure au montant maximum subsidiable, la subvention est calculée sur base de cette estimation; dans le cas contraire, c'est sur base du montant maximum subsidiable précité que sera calculée la subvention.

Pour les infrastructures sportives spécifiques de haut niveau, les montants plafonds unitaires appliqués pour le calcul du montant maximum subsidiable sont ceux fixés pour les petites et les grandes infrastructures affectés du facteur 1,5 qui tient compte de la spécificité de ces équipements.

Pour les investissements repris à l'article 3, 3°, 4° et 5°, le montant maximum subsidiable est calculé sur base de l'estimation présentée par le maître de l'ouvrage.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2006 est abrogé.

Art. 20. Le Ministre des infrastructures sportives est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 juillet 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203428]

9 JULI 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de subsidies die verleend worden voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur, artikel 2, vierde lid, gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, artikel 4, § 3, tweede lid, vervangen bij het decreet van 11 april 2014, artikel 22 en artikel 23;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 september 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 oktober 2014;

Overwegende dat uit het evaluatierapport blijkt dat het project geen weerslag heeft op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen;

Gelet op het advies nr. 57.199/4 van de Raad van State, gegeven op 30 maart 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor sportinfrastructuren,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- « Minister » : de Minister die voor sportinfrastructuren bevoegd is;
- « administratie » : Het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen - Departement Gesubsidieerde infrastructuur - Directie Sportinfrastructuur;
- « decreet » : het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur.

Art. 3. De investeringen bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet die in aanmerking komen voor subsidies zijn :

1^o de bouw, uitbreiding, renovatie en aankoop van de volgende sportinfrastructuren :

- a) openluchtsportvelden;
- b) de zwembaden;
- c) de sportzalen;
- d) de spelinfrastructuren die vertrouwd maken met sportbeoefening;

2^o de bouw, uitbreiding, renovatie en aankoop van de gebouwen die nodig zijn voor het gebruik van de infrastructuur bedoeld onder 1^o :

- a) de kleedkamers alsook de desbetreffende sanitaire installaties en voorzieningen;
- b) de materiaalruimtes;
- c) de technische en administratieve lokalen;
- d) de vergader-, les- en perszalen;
- e) de medische en sportlokalen, met inbegrip van de lokalen bestemd voor dopingbestrijding;
- f) de dienstwoning;
- g) de tribunes en staanplaatsen;
- h) het onthaal en de balie voor ticketverkoop;
- i) de cafetaria;

3^o de bouw, uitbreiding en renovatie van de directe omgeving van de infrastructuur bedoeld onder 1^o en 2^o :

- a) de toegangen;
- b) de parkeerterreinen;
- c) de beplantingen;
- d) het stadsmeubilair;
- e) de verlichting;
- f) de omheiningen;

4^o de aankoop van de eerste sportuitrusting die noodzakelijk is voor de werking van de onder de punten 1^o en 2^o bedoelde infrastructuur, met uitzondering van het onderhoudsmateriaal;

5^o de inrichting van technische installaties i.v.m. de veiligheid, de informatie en de toegankelijkheid van de gebruikers;

6^o de bouw, uitbreiding, renovatie en aankoop van specifieke onthaalinfrastructuren die uitsluitend bestemd zijn voor topsportlieden of voor de vorming van de sportbeoefenaar om het hoogste niveau te bereiken, met inbegrip van de desbetreffende bijgebouwen;

7^o de aankoop van de sportuitrusting die nodig is voor de werking en de uitbating van een sportinfrastructuur, ongeacht of ze al dan niet het voorwerp van een subsidie heeft uitgemaakt, met inbegrip van het grote onderhoudsmateriaal, met uitzondering van de eerste uitrusting bedoeld onder 4^o.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor kleine en middelgrote sportinfrastructuren*

Art. 4. § 1. Het technisch dossier bedoeld in artikel 7 van het decreet bevat de volgende stukken :

1^o het formulier waarvan de inhoud door de Minister bepaald wordt en dat beschikbaar is op de internetsite van de administratie;

2^o een uitvoerige motiveringsnota met :

- a) de categorieën van de huidige en mogelijke gebruikers van de infrastructuur;
- b) de beschrijving van de bestaande installaties;
- c) de doelstellingen nagestreefd zowel op sportvlak als op het vlak van de technische aspecten ter bevordering van de duurzame ontwikkeling, de verbetering van de energieprestatie van de infrastructuur en, desgevallend, de bepalingen die toepasselijk zijn op de behandeling van het water als het gaat om aanvragen die betrekking hebben op infrastructuur voor zwembadgebruik;

3^o de fiche aan de hand waarvan het kadaster van de sportinfrastructuur ingevuld kan worden.

§ 2. In geval van aankoop van een onroerende installatie bevat het technisch dossier, behalve de stukken bedoeld in paragraaf 1, de volgende stukken :

- 1^o de plannen met vermelding van de afmetingen;
- 2^o de verkoopbelofte;

3° de schatting van het goed door de bevoegde ontvanger van de registratie of door het Comité voor de aankoop van onroerende goederen, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de prijs van het onroerend goed en die van het terrein;

4° in voorkomend geval, een voorontwerp van inrichting van de aan te kopen goederen met een eerste schatting van de werken;

5° wat betreft de aanvragen ingediend door de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet, de beraadslaging van de aanvrager waarbij de aankoop en de desbetreffende budgettaire toerekening zijn goedgekeurd.

§ 3. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technisch dossier, wat betreft de aanvragen ingediend door de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet, behalve de stukken bedoeld in paragraaf 1, de volgende stukken :

1° het uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij het ontwerp van de werken is goedgekeurd en de wijze van gunning van de opdracht vastgesteld en waarin de desbetreffende budgettaire inschrijving vermeld staat;

2° het bijzonder bestek en de uitvoeringsplannen;

3° de kostenraming van de werken of van de leveringen;

4° in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;

5° de stedenbouwkundige vergunning of een attest van de bevoegde overheid waarbij bevestigd wordt dat ze niet vereist wordt;

6° in voorkomend geval, een verklarende nota waaruit blijkt dat alle maatregelen werden getroffen om de subsidiabele uitrustingen toegankelijk te maken voor personen met beperkte beweeglijkheid;

7° in voorkomend geval, een afschrift van het besluit tot toekenning van de opdracht voor aanneming van diensten of van het erelonencontract van de ontwerper;

8° in geval van buurtwerkprojecten, een nota met de voornaamste sociale kenmerken van betrokken wijk of waarbij de verwijdering van het project van alle bestaande sport- en ontspanningsinfrastructuren wordt gerechtvaardigd;

9° een attest op erewoord waarbij wordt aangegeven dat de aanvrager eigenaar van bedoeld goed is of, zo niet, dat hij voor een doorlopende periode van minimum twintig jaar, met ingang op de datum van indiening van de subsidieaanvraag, over het genotsrecht op betrokken goed beschikt.

§ 4. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technisch dossier, wat betreft de aanvragen ingediend door de verenigingen zonder winst oogmerk bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, en 4°, van het decreet, behalve de stukken bedoeld in paragraaf 1, de volgende stukken :

1° het programma van de bouwwerken met een beschrijving van de werkzaamheden;

2° de plannen met vermelding van de afmetingen;

3° de uitvoerige schatting van de werken of van de leveringen;

4° de stedenbouwkundige vergunning of een attest van de bevoegde overheid waarbij bevestigd wordt dat ze niet vereist wordt;

5° het document ter bevestiging van het eigendoms- of genotsrecht op betrokken goed over een doorlopende periode van minimum twintig jaar, te rekenen van de datum waarop de subsidieaanvraag wordt ingediend;

6° in voorkomend geval, een afschrift van het erelonencontract van de ontwerper;

7° het financieringsplan van de overwogen investering;

8° het ondernemingsnummer van de sportgroepering om inzake te kunnen nemen van haar statuten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden en van de desbetreffende wijzigingen;

9° een attest van de bank waar de aanvrager houder van een rekening is;

10° een aangifte van de plaatselijke controleur waarbij kan worden nagegaan of de aanvrager btw-plichtig is en in welke mate hij het recht heeft om die belasting te verrekenen voor de desbetreffende werken;

11° een attest op erewoord waarbij wordt aangegeven dat de opdrachtgever niet verplicht is de regelgeving inzake overheidsopdrachten in acht te nemen;

12° in voorkomend geval, een verklarende nota waaruit blijkt dat alle maatregelen werden getroffen om de subsidiabele uitrustingen toegankelijk te maken voor personen met beperkte beweeglijkheid;

13° in geval van toepassing van artikel 4, § 3, 4°, van het decreet, het bewijs dat de sportgroepering langer dan twee jaar bestaat en regelmatige sportactiviteiten uitoefent op het tijdstip van de indiening van de subsidieaanvraag.

§ 5. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technisch dossier, wat betreft de aanvragen ingediend door de verenigingen zonder winst oogmerk bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, en 4°, van het decreet en onderworpen aan de wetgeving inzake overheidsopdrachten, behalve de stukken bedoeld in paragraaf 1, de volgende stukken :

1° het bijzonder bestek en de uitvoeringsplannen;

2° in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;

3° de kostenraming van de werken of van de leveringen;

4° de stukken bedoeld in paragraaf 4, 4° tot 13°.

§ 6. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technisch dossier, wat betreft de aanvragen ingediend door de scholen bedoeld in artikel 3, § 1, 5°, van het decreet die niet onderworpen zijn aan de regelgeving inzake overheidsopdrachten, behalve de stukken bedoeld in paragraaf 1, de volgende stukken :

1° de stukken opgenomen in paragraaf 4, 1° tot 12°;

2° de rooster met het gebruik van de sportlokalen waaruit blijkt dat de voorwaarden bedoeld in artikel 4, § 3, 5°, a) en b), van het decreet vervuld zijn;

3° een geargumenteerde nota waaruit blijkt dat de voorwaarde bedoeld in artikel 4, § 3, 5°, c), van het decreet vervuld is;

4° het bewijs van de verzending van de adviesaanvraag waarin artikel 4, § 3, 5°, d), van het decreet voorziet.

§ 7. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technisch dossier, wat betreft de aanvragen ingediend door de scholen bedoeld in artikel 3, § 1, 5°, van het decreet die onderworpen zijn aan de regelgeving inzake overheidsopdrachten, behalve de stukken bedoeld in paragraaf 1, de volgende stukken :

- 1° de stukken opgenomen in paragraaf 4, 4° tot 12°;
- 2° de stukken opgenomen in paragraaf 5, 1° tot 3°;
- 3° de stukken opgenomen in paragraaf 6, 2° tot 4°.

§ 8. In geval van bouw van een onroerende installatie bestemd voor een al dan niet overdekte sportruimte, in het kader van een voor iedereen toegankelijk buurtwerkproject met de benaming 'Sport de Rue', bevat het technisch dossier, wat betreft de aanvragen ingediend door de openbare huisvestingsmaatschappijen bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, van het decreet, behalve de stukken bedoeld in paragraaf 1, de volgende stukken :

- 1° het stuk bedoeld in paragraaf 3, 8°;
- 2° de stukken bedoeld in paragraaf 4, 4° tot 10° en 12°;
- 3° de stukken bedoeld in paragraaf 5, 1° tot 3°.

§ 9. In geval van bouw van een onroerende installatie bestemd voor een al dan niet overdekte sportruimte, in het kader van een voor iedereen toegankelijk buurtwerkproject met de benaming 'Sport de Rue', bevat het technisch dossier, wat betreft de aanvragen ingediend door de scholen bedoeld in artikel 3, § 1, 5°, van het decreet die niet onderworpen zijn aan de regelgeving inzake overheidsopdrachten, behalve de stukken bedoeld in paragraaf 1, de volgende stukken :

- 1° het document bedoeld in paragraaf 3, 8°;
- 2° de stukken bedoeld in paragraaf 4, 1° tot 12°.

§ 10. In geval van bouw van een onroerende installatie bestemd voor een al dan niet overdekte sportruimte, in het kader van een voor iedereen toegankelijk buurtwerkproject met de benaming 'Sport de Rue', bevat het technisch dossier, wat betreft de aanvragen ingediend door de scholen bedoeld in artikel 3, § 1e, 5°, van het decreet die onderworpen zijn aan de regelgeving inzake overheidsopdrachten, behalve de stukken bedoeld in paragraaf 1, de volgende stukken :

- 1° het document bedoeld in paragraaf 3, 8°;
- 2° de stukken bedoeld in paragraaf 4, 4° tot 12°;
- 3° de stukken bedoeld in paragraaf 5, 1° tot 3°.

§ 11. De stukken bedoeld in de paragrafen 1 tot 6 worden in één exemplaar bij het dossier gevoegd.

De stukken bedoeld in de paragrafen 8 tot 10 worden in twee exemplaren bij het dossier gevoegd.

Na ontvangst van het volledige technisch dossier maakt de administratie een bericht van ontvangst over aan de aanvrager met melding van de datum waarop de bij het decreet vastgelegde termijn ingaat.

Art. 5. De Minister beslist over het technisch dossier, ongeacht het subsidiebedrag, en deelt vervolgens zijn beslissing aan de aanvrager mee.

Art. 6. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van onroerende installaties of van aankoop van de eerste sportuitrusting, worden het afschrift van de kennisgeving van de opdracht alsook het bevel om de werken aan te vatten, binnen tien dagen door de administratie aan de aanvrager overgemaakt.

De subsidie wordt vereffend na overlegging, in één exemplaar, van het dossier tot staving van de door de aanvrager verrichte uitgaven.

Het dossier bedoeld in het eerste lid bevat, in geval van aankoop van een onroerende installatie, een afschrift van de authentieke aankoopakte.

Het dossier bedoeld in het eerste lid bevat, in geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting :

- 1° voor de gerechtigden die onder de regelgeving inzake overheidsopdrachten vallen :
 - a) de beslissing van de opdrachtgever waarbij de lijst van de geraadpleegde ondernemingen wordt vastgesteld;
 - b) het proces-verbaal van de opening van de offertes;
 - c) de aanvaarde offertes;
 - d) het verslag over de kwalitatieve selectie van de ondernemingen en over de analyse van de offertes;
 - e) de beslissing tot gunning van de opdracht;
 - f) de stand van de werken en de desbetreffende facturen;
 - g) het proces-verbaal van voorlopige oplevering, waarin ook de einddatum van de werken vermeld wordt;
 - h) de door de opdrachtgever goedgekeurde eindrekening;
 - i) de berekening van de uitvoeringstermijn en van de eventuele boetes, goedgekeurd door de opdrachtgever;

2° voor de gerechtigden die niet onder de regelgeving inzake overheidsopdrachten vallen : de omstandige facturen en de voorlopige oplevering waaruit blijkt dat de gesubsidieerde werken zijn uitgevoerd zoals omschreven in het subsidiëeringsbesluit.

Art. 7. Een voorschot op het subsidiebedrag kan worden toegekend op vertoon van de facturen en van de standen van de werken, zodra het bedrag van de uitgevoerde gesubsidieerde werken, dat tot de in het project bedoelde hoeveelheden beperkt wordt, gelijk is aan 50 % van de werken die voor de toekenning van de subsidie in aanmerking worden genomen.

Een voorschot op het subsidiebedrag kan ook worden toegekend zodra een gedeelte van het programma volkomen operationeel is, na overlegging van de stukken bedoeld in artikel 6, vierde lid.

De voorschotten bedoeld in het eerste en het tweede lid stemmen overeen met de bedragen van de uitgevoerde werken.

HOOFDSTUK III. — Procedure voor grote sportinfrastructuren en specifieke topinfrastructuren

Art. 8. Het investeringsproject bedoeld in artikel 11 van het decreet bevat de volgende stukken :

- 1° het formulier waarvan de inhoud door de Minister bepaald wordt en dat beschikbaar is op de internetsite van de administratie;
- 2° een uitvoerige motiveringsnota met :

- a) de categorieën van de huidige en mogelijke gebruikers van de infrastructuur;
- b) de beschrijving van de bestaande installaties;
- c) de doelstellingen nagestreefd zowel op sportief vlak als op het vlak van de technische aspecten ter bevordering van de duurzame ontwikkeling, de verbetering van de energieprestatie van de infrastructuur en, desgevallend, de bepalingen die toepasselijk zijn op de behandeling van het water als het gaat om aanvragen die betrekking hebben op infrastructuren voor zwembadgebruik;

3° de fiche aan de hand waarvan het kadaster van de sportinfrastructuren ingevuld kan worden.

§ 2. In geval van aankoop van een onroerende installatie, bevat het investeringsproject, naast de stukken bedoeld in het eerste lid, de volgende stukken :

1° een uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever met de principiële beslissing;

2° de plannen met vermelding van de afmetingen;

3° in voorkomend geval, een voorontwerp van inrichting van de aan te kopen goederen met een eerste schatting van de werken.

In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het investeringsproject, naast de stukken bedoeld in het eerste lid, de volgende stukken :

1° een uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever met de principiële beslissing;

2° het programma van de geplande bouwwerken;

3° een eerste schatting van de werken of leveringen;

4° een ontwerp van voorontwerp.

In geval van een promotieovereenkomst of van een opdracht van huurkoop, leasing of prefinanciering, bevat het investeringsproject, naast de stukken bedoeld in het eerste lid, de volgende stukken :

1° het bijzonder bestek betreffende de promotieopdracht en, in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;

2° het uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij dat bestek wordt goedgekeurd en waarbij de wijze van gunning van de opdracht wordt vastgesteld;

3° de uitvoeringsplannen;

4° de opmeting-begroting.

In geval van investering betreffende de dringende werken bedoeld in artikel 16 van het decreet, bevat het investeringsproject, naast de stukken bedoeld in het eerste lid, de stukken bedoeld in artikel 4, § 3, eerste lid, 1° tot 7° en 9°.

De stukken bedoeld in de leden 1 tot 5 worden in één exemplaar bij het dossier gevoegd.

Na ontvangst van het volledige technisch dossier maakt de administratie een bericht van ontvangst over aan de aanvrager met melding van de datum waarop de bij het decreet vastgelegde termijn ingaat.

Art. 9. De Minister beslist over het investeringsdossier en deelt zijn beslissing aan de aanvrager mee. Zijn beslissing geldt als beginselakkoord.

Art. 10. Het technisch dossier bedoeld in artikel 12 van het decreet bevat de volgende stukken :

1° in geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting :

a) het uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij het ontwerp is goedgekeurd, de wijze van gunning van de opdracht vastgesteld wordt en waarin de desbetreffende budgettaire inschrijving vermeld staat;

b) de aankondiging van de opdracht;

c) het bijzonder bestek en de uitvoeringsplannen;

d) de kostenraming van de werken of van de leveringen;

e) de stedenbouwkundige vergunning of een attest van de bevoegde overheid waarbij bevestigd wordt dat ze niet vereist wordt;

f) desgevallend, het verslag van de gewestelijke brandweerdienst;

g) in voorkomend geval, de beslissing tot toekenning van de opdracht voor aanneming van diensten of van het erelonencontract van de ontwerper;

h) in voorkomend geval, een verklarende nota waaruit blijkt dat alle maatregelen werden getroffen om de subsidiabele uitrustingen toegankelijk te maken voor personen met beperkte beweeglijkheid;

i) een attest op erewoord waarbij wordt aangegeven dat de aanvrager eigenaar van betrokken goed is of, zo niet, dat hij voor een doorlopende periode van minimum twintig jaar, met ingang op de datum van indiening van de subsidieaanvraag, over het genotsrecht op betrokken goed beschikt.

2° in geval van een promotieovereenkomst of van een opdracht van huurkoop, leasing of prefinanciering :

a) het uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de lijst van de te raadplegen projectontwikkelaars wordt vastgelegd;

b) het proces-verbaal van de opening van de offertes;

c) het verslag over de kwalitatieve selectie van de ondernemingen en over de analyse van de offertes;

d) de aanvaarde offerte;

e) het uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de projectontwikkelaar wordt aangewezen;

3° in geval van aankoop van een onroerende installatie :

a) het uittreksel uit de beraadslaging van de aanvrager tot goedkeuring van de aankoop alsook van de desbetreffende budgettaire verrekening;

b) de verkoopbelofte;

c) de schatting van het goed door de bevoegde ontvanger van de registratie of door het Comité voor de aankoop van onroerende goederen, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kostprijs van het onroerend goed en de kostprijs van het terrein;

d) het investeringsdossier betreffende de inrichting van de aan te kopen goederen, aangelegd overeenkomstig artikel 8.

Na ontvangst van het volledige technisch dossier maakt de administratie een bericht van ontvangst over aan de aanvrager met melding van de datum waarop de bij het decreet vastgelegde termijn ingaat.

De administratie, vertegenwoordigd door haar directeur-generaal of door diens gemachtigde, beslist over het technisch dossier en deelt haar beslissing aan de aanvrager mee binnen de termijn voorgeschreven bij het decreet.

Art. 10. Het in artikel 14 van het decreet bedoelde dossier betreffende de toewijzing van de opdracht bevat de volgende stukken :

1° het proces-verbaal van de opening van de offertes;

2° het uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de lijst van de te raadplegen ondernemingen wordt vastgelegd;

3° het verslag over de kwalitatieve selectie van de ondernemingen en over de analyse van de offertes;

4° de aanvaarde offertes;

5° het uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de aannemer(s) wordt (worden) aangewezen.

De stukken bedoeld in het eerste lid worden in één exemplaar bij het dossier gevoegd.

De Minister beslist over het dossier inzake de toekenning van de opdracht, ongeacht het subsidiebedrag, en deelt zijn beslissing aan de aanvrager mee.

Art. 12. § 1. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van onroerende installaties of van aankoop van de eerste sportuitrusting, worden het afschrift van de kennisgeving van de opdracht en het bevel om de werken aan te vatten binnen tien dagen door de administratie aan de aanvrager overgemaakt.

Een voorschot op het subsidiebedrag kan worden toegekend zodra het bedrag van de uitgevoerde gesubsidieerde werken, dat beperkt wordt tot de in de inschrijving bedoelde hoeveelheden, gelijk is aan 30 % van het bedrag van de subsidiabele werken.

Dit voorschot is gelijk aan 70 % van de subsidie en wordt vereffend op vertoon, in één exemplaar, van de behoorlijk goedgekeurde berichten over de evolutie van de werken.

Het saldo wordt volgestort na overlegging van de eindrekening van de werken.

Het dossier betreffende de eindrekening bevat, in één exemplaar, de volgende stukken :

1° de berichten over de evolutie van de werken en de eindrekening van de onderneming;

2° het proces-verbaal van voorlopige oplevering, waarin ook de einddatum van de werken vermeld staat;

3° de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de eindrekening wordt goedgekeurd;

4° de facturen;

5° de berekening van de uitvoeringstermijnen en van de eventuele boetes, goedgekeurd door de opdrachtgever.

§ 2. In geval van aankoop van een onroerende installatie en wat betreft de promotieovereenkomsten of de opdrachten van huurkoop, leasing of prefinanciering, wordt het subsidiebedrag volgestort na overlegging, in één exemplaar, van een afschrift van de authentieke akte van aankoop van het goed en, in voorkomend geval, na overlegging van het technisch dossier betreffende de inrichting van de goederen.

§ 3. In geval van aankoop van een onroerende installatie en wat betreft de promotieovereenkomsten of de opdrachten van huurkoop, leasing of prefinanciering, wordt het subsidiebedrag, als de eigendomsoverdracht niet plaatsvindt bij de voorlopige oplevering, volgestort na overlegging van het document ter bevestiging van de datum waarop het genotsrecht na de voorlopige oplevering aan de begunstigde verleend wordt, en onder voorbehoud dat in de documenten betreffende de opdracht bepaald wordt dat het bedrag van de eerste betaaltermijn van die opdracht minstens met het bedrag van de toegekende subsidie overeenstemt.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure tot aankoop van de sportuitrusting die nodig is voor de werking en de uitbating van een sportinfrastructuur*

Art. 13. Om de in artikel 2, 4°, van het decreet bedoelde subsidie te genieten, moeten de in artikel 3, § 1, 1° tot 5°, van het decreet bedoelde gerechtigden de volgende voorwaarden vervullen :

1° beschikken over installaties waar de sporttak/sporttakken waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft in alle veiligheid beoefend kan/kunnen worden en over installaties waar regelmatig activiteiten georganiseerd worden in de sporttak/sporttakken waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft;

2° beschikken over lokalen waarin het sportmateriaal in goede veiligheids- en onderhoudsomstandigheden opgeslagen kan worden;

3° het gesubsidieerde sportmateriaal slechts gebruiken voor de doeleinden en onder de voorwaarden vermeld in de subsidieaanvraag;

4° accepteren dat de door de Minister aangewezen ambtenaren controle voeren op de installaties bedoeld onder 1° en 2° en op het gebruik van het gesubsidieerde materiaal.

Art. 14. § 1. Het technisch dossier bedoeld in artikel 20bis, § 2, van het decreet bevat de volgende stukken :

1° voor alle aanvragers :

a) het formulier waarvan de inhoud door de Minister bepaald wordt en dat beschikbaar is op de internetsite van de administratie;

b) een motiveringsnota waarin uitvoerig bevestigd wordt dat de in artikel 13 bedoelde voorwaarden vervuld zijn;
c) het advies en de stempel van de sportfederatie of de openbare administratie waaronder de aanvrager rechtstreeks of onrechtstreeks ressorteert;

d) de omstandige lijst van het materiaal dat het voorwerp van de aanvraag is;

2° als de aanvrager onder de regelgeving inzake overheidsopdrachten valt, bevat het technisch dossier, naast de stukken bedoeld in paragraaf 1 :

a) het bijzonder bestek;

b) de aankondiging van de opdracht;

c) de geraamde inventaris;

d) het uittreksel uit de beraadslaging waarbij de geplande aankoop is goedgekeurd, de wijze van gunning van de opdracht vastgesteld wordt en waarin de desbetreffende budgettaire inschrijving vermeld staat.

3° als de aanvrager niet onder de regelgeving inzake overheidsopdrachten valt en als het bedrag van de aanvraag lager is dan 8.500 euro, excl. btw, bevat het technisch dossier, naast de stukken bedoeld in paragraaf 1, 1°, mintens één prijsofferte waarin de technische kenmerken van het materiaal, de eenheidsprijs ervan en de toepasselijke btw-voet vermeld staan;

4° als de aanvrager niet onder de regelgeving inzake overheidsopdrachten valt en als het bedrag van de aanvraag hoger is dan 8.500 euro, excl. btw, bevat het technisch dossier, naast de stukken bedoeld in paragraaf 1, 1°, mintens drie prijsoffertes waarin de technische kenmerken van het materiaal, de eenheidsprijs ervan en de toepasselijke btw-voet vermeld staan.

§ 2. De stukken bedoeld in paragraaf 1° worden bij het dossier gevoegd. De aanvrager gebruikt uitsluitend het formulier waarvan de inhoud door de Minister bepaald wordt en dat op de internetsite van de administratie beschikbaar is. Na ontvangst van het volledige technisch dossier maakt de administratie een bericht van ontvangst aan de aanvrager over met melding van de datum waarop de bij het decreet vastgelegde termijn ingaat. De subsidie wordt berekend op basis van de reële prijs van het materiaal.

Dat bedrag wordt verminderd met elke overheidssteun die hetzelfde voorwerp betreft.

Art. 15. De Minister beslist over het technisch dossier, ongeacht het subsidiebedrag, en deelt vervolgens zijn beslissing aan de aanvrager mee.

Art. 16. De subsidie wordt uitbetaald op voorwaarde dat de aanvrager de factuur betreffende de aankoop van het gesubsidieerde materiaal overlegt binnen de termijn vermeld in de vaste belofte. De factuur betreffende de aankoop van het gesubsidieerde materiaal, gedagtekend en ondertekend door de leverancier, bevat de gegevens die in de aanvaarde offerte vermeld worden en draagt voluit de melding " certifié sincère et véritable à la somme de.. ".

Als de rechthebbende een beroep doet op verschillende leveranciers, worden alle facturen in één zending verstrekt.

Zodra de documenten in ontvangst genomen worden, wordt de subsidie door de administratie uitbetaald. Het subsidiebedrag wordt in één keer betaald.

De rechthebbende levert het bewijs van de betaling van de facturen betreffende het gesubsidieerde materiaal binnen een termijn van dertig dagen na de uitbetaling van de subsidie.

HOOFDSTUK V. — *Gemeenschappelijke maatregelen*

Art. 17. De in artikel 23 van het decreet bedoelde aanvragen tot afwijking worden samen met de subsidieaanvraag ingediend bij de administratie, met de bijzondere gronden van de dringende noodzakelijkheid om de werken aan te vatten of om tot de aankoop over te gaan zonder te wachten op de vaste verkoopbelofte.

De Minister beslist over het technisch dossier, ongeacht het subsidiebedrag, en deelt zijn beslissing aan de aanvrager mee.

Art. 18. Wat betreft de in artikel 3, 1°, 2° en 6° van dit besluit bedoelde investeringen, stemt het subsidiabele maximumbedrag overeen met het product van de nuttige gebouwde, ingerichte of aangekochte oppervlakten met een maximaal eenheidsbedrag dat voor een bepaalde oppervlakte door de Minister vastgesteld is op grond van de normale bouwprijs, onverminderd de bepalingen van de artikelen 5 en 9 van het decreet.

Als de schatting van het project lager is dan het subsidiabele maximumbedrag, wordt de subsidie op grond daarvan berekend; in het tegenovergestelde geval wordt de subsidie berekend op grond van voornoemd subsidiabel maximumbedrag.

Wat betreft de bijzondere topsportinfrastructuren, komen de maximale eenheidsbedragen die bij de berekening van het subsidiabele maximumbedrag toegepast worden, overeen met die welke vastgesteld zijn voor de kleine en grote infrastructuren, met de factor 1,5 die rekening houdt met de specificiteit van die uitrustingen.

Wat betreft de in artikel 3, 3°, 4° en 5° bedoelde investeringen, wordt het subsidiabele maximumbedrag berekend op grond van de door de opdrachtgever voorgedragen schatting.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2006, wordt opgeheven.

Art. 20. De Minister bevoegd voor Sportinfrastructuren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 juli 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuren,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN